

ACTION N° 4-13

PILOTE : DIRECTION INTERMINISTÉRIELLE DE LA TRANSFORMATION PUBLIQUE

Relocaliser les services d'administration centrale dans les territoires

Objectif

Rapprocher les administrations des citoyens et des territoires en renforçant la présence des services des administrations centrales dans les territoires.

57

opérations de relocalisations de services décidées

Plus de

7 500

agents concernés

3 900

emplois délocalisés d'ici fin 2022

ENGAGEMENTS PRIS

Engagements pris lors des 3^e, 4^e et 6^e CITP (juin 2019, novembre 2019 et juillet 2021): délocaliser des services, agences, opérateurs ou directions pour :

- répondre au besoin de proximité
- rééquilibrer les forces économiques et institutionnelles de la région parisienne vers les territoires.

Les postes transférés figurant dans l'état d'avancement des relocalisations de services en région ci-après sont soit déjà réalisés, soit le seront d'ici la fin de l'année 2022 à l'issue des plans ministériels de mutation des agents.

BILAN À DATE

Services ou entités transférés	Villes des transferts	Postes		Horizon du redéploiement	État d'avancement
		transférés	créés en sus		
Ministère de la Justice					
Agence nationale du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle des personnes placées sous main de justice	Paris → Tulle	211	12	Déjà mis en œuvre	223 postes transférés et créés
Service du numérique	Paris → Amiens	5	27	2019-2022	32 postes transférés
Service du numérique	Paris → Nantes	22	50	2019-2022	72 postes transférés
Service du numérique : création de 10 antennes (plus 7 outre-mer) et renforcement de 11 antennes existantes	Calais, Douai Lorient, Troyes, Saint-Etienne, Strasbourg, La Rochelle, Marseille, Nice Perpignan Outremer : Fort de France, Pointe à Pitre, Cayenne, La Réunion, Mayotte, Papeete, Nouméa)		69	2019-2022	69 postes transférés
Sous-total		238	158		396 postes transférés soit 100 %
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères					
Mission de l'exploitation des systèmes et de la satisfaction des utilisateurs (SI) + Mission infrastructures, déploiement et acquisitions (SI)	Paris → Nantes	30		Avant janvier 2022	30 postes transférés
Bureau des voyages et missions	Paris → Nantes	25	19	Horizon 2026	
Centre d'expertise ressources titres	Réseau à l'étranger → Nantes	17	15	2019-2022	32 postes transférés
Centralisation de la transcription d'actes d'état civil des postes suivants : Zurich, Genève, Luxembourg, Monaco → Nantes	Zurich, Genève, Luxembourg, Monaco → Nantes	5	5	Fin 2019	10 postes transférés
Transcription d'actes d'état civil de l'ensemble des postes européens	Tous les postes européens → Nantes	15		D'ici 2027 : transfert par vagues successives pour des raisons juridiques, logistiques, et de GRH	
Sous-total		92	39		72 postes transférés soit 55 %

Services ou entités transférés	Villes des transferts	Postes		Horizon du redéploiement	État d'avancement
		transférés	créés en sus		
Ministère des Armées					
Secrétariat général pour l'administration	Paris → Tours	55		Les prochaines délocalisations se feront à l'été 2022 pour 13 agents du SRHC	15 postes transférés
État-major des armées	Paris → Tours	275		2019 à 2025	72 postes transférés
État-major des armées	Paris → Rennes–Bruz	120		2019-2022	120 postes transférés
État-major des armées	Paris → Orléans	120		2019-2022	74 postes transférés
État-major des armées	Paris → Bordeaux Mérignac	15		2019-2022	214 postes transférés
État-major des armées	Paris → Autres	200		2019 à 2025 dont 125 avant 2022	
Direction générale de l'Armement	Paris → Bruz, Toulouse, Toulon	120		2019 à 2025 dont 60 avant 2022	77 postes transférés
Com ALAT	Vélizy->Metz	300		2024	
CETID	Versailles->Angers	100		2024-2026	
Sous-total		1305			572 postes transférés soit 44 %
Ministère des Solidarités et de la Santé					
Agence technique de l'information sur l'hospitalisation	Paris → Lyon	25		2023 ou 2024	
Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale	Paris → Montreuil	87		juin 2022 au plus tard	87 postes transférés
Centre de ressources nationales pour l'appui aux ARS ultramarines	Paris → Bordeaux	1	5	Janvier 2020	6 postes transférés
Siège de l'Institut de formation 4.10 de l'UCANSS	Paris → Saint-Etienne	68		Entre 2022 et 2026	
Agence nationale du développement professionnel continu (ANDPC)	Kremlin-Bicêtre → À confirmer	74		2023 (à confirmer)	
Sous-total		255	5		93 postes transférés soit 36 %

Services ou entités transférés	Villes des transferts	Postes		Horizon du redéploiement	État d'avancement
		transférés	créés en sus		
Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse					
Médiature et observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement de Paris	Paris → Vanves	16		1 ^{er} semestre 2020	16 postes transférés
Soutien utilisateur des applications informatiques EPLE	Paris → Guérande	30		2022	10 postes transférés
Sous-total		46			26 postes transférés soit 56,5 %
Ministère de l'Action et des Comptes publics					
Services d'appui à des services supports ou opérationnels (DGFIP)	Île-de-France métropoles régionales → Communes rurales et périurbaines	2 542		2020 à 2025	116 postes transférés
Traitement des renseignements tarifaires contraignants (RTC)	Paris → Metz	23		1 ^{er} janvier 2021	23 postes transférés
Direction générale des douanes et des droits indirects	Paris → Le Havre, Margny-lès-Compiègne	46		2019 et 2021	46 postes transférés
Sous-total		2 611			1233 postes transférés soit 47 %

Services ou entités transférés	Villes des transferts	Postes		Horizon du redéploiement	État d'avancement
		transférés	créés en sus		
Ministère de l'Intérieur					
Centre de service pour le soutien Centre de soutien national	Paris et Lognes → Limoges	19		2022	19 postes transférés
Sous-direction des compétences- Direction des personnels militaires de la GN	Issy-les-Moulineaux → Rochefort	63		2022	39 postes transférés
SCN Assurance automobile	Paris et 7 SGAMI→ Saint-Cyr-sur-Loire	43		2020	43 postes transférés
SG - mission de délivrance sécurisée des titres	Montbéliard	18		T3 2023	
DGGN - Commandement spécialisé pour la sécurité nucléaire (COSSEN)	Vernon	75		2024-2025	
Délégation à la sécurité routière - Bureau national des droits à conduire	Morlaix	50		T3 2025	
DGPN - direction centrale du recrutement et de la formation de la police nationale DCRFPN	Montpellier	227		A compter de l'ouverture de l'académie de police	
DGGN - centre national de formation de police judiciaire (CNFPJ) / CNFPRO	Saint-Etienne	60		T3 2023	
DGPN - Service national d'enquêtes administratives de sécurité (SNEAS)	Angers	190		T3 2022	190 postes transférés
SG - DRH - Sous-direction du recrutement et de la formation	Saumur	17		T3 2023	
DGPN - Inspection générale de la police nationale	Châlons-en-Champagne	120		2024	
SG - service central des armes	Nevers	20		T3 2023	
DGGN - Gendarmerie prévôtale	Pont-Sainte-Maxence	24		T3 2023	
DGPN - Plateformes police judiciaire	Lens	144		2024	
DGSCGC - IGSCGC et Mission "cat nat"	Pau	20		2025	

Services ou entités transférés	Villes des transferts	Postes		Horizon du redéploiement	État d'avancement
		transférés	créés en sus		
SG - 1 bureau de la direction du numérique (DNUM)	Limoges	37		T3 2023	
DGPN- inspection générale de la police nationale	Le Havre	145		2025	
DGGN - office central de lutte contre le travail illégal	Le Mans	50		2025	
SG - DEPAFI centre des prestations financières	Metz	91		2024	
DGSCGC - agence nationale du numérique de la sécurité civile	Saint-Claude	12		T3 2025	
DGGN - office central de lutte contre la délinquance itinérante	Rillieux-la-Pape	78		T4 2025	
DSR - département du contrôle automatisé	Tours	15		2024	
DGGN - antenne de l'IGGN	Cahors	32		2025	
Sous-total		1 550			291 postes transférés soit 19 %

Services ou entités transférés	Villes des transferts	Postes		Horizon du redéploiement	État d'avancement
		transférés	créés en sus		
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation					
IFREMER	Issy-les-Moulineaux → Plouzané	58		2019	58 postes transférés
INED (Campus Condorcet phase 1)	Paris → Aubervilliers	259		2019/2020	259 postes transférés
Opération Condorcet phase 1 École des hautes études en sciences sociales (EHESS)/École pratique des hautes études / Universités Paris 1 et Paris 3 / CNRS / École nationale des Chartes	Paris → Aubervilliers	694		2019/2020	694 postes transférés
Sous-total		1 011			1 011 postes transférés soit 100 %
Ministère de la Cohésion des territoires					
ANRU	Paris → Pantin	131		2022	131 postes transférés
Sous-total		131			131 postes transférés soit 100 %
Ministère de la Culture					
Déconcentration administration centrale - DRAC	Paris→ DRAC Lyon, Dijon, Rennes, Orléans, Strasbourg, Lille, Paris, Dzaoudzi, Rouen, Bordeaux, Toulouse, Nantes, Marseille	30		2020	30 postes transférés
Sous-total		30			30 postes transférés soit 100 %
Ministère des Sports					
Agence nationale du sport	Paris → Arcueil	52		2020	52 postes transférés
Sous-total		52			52 postes transférés soit 100 %
Total		7 321	202		3 907 postes transférés soit 52 %



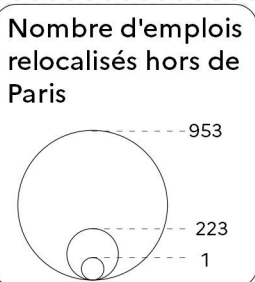
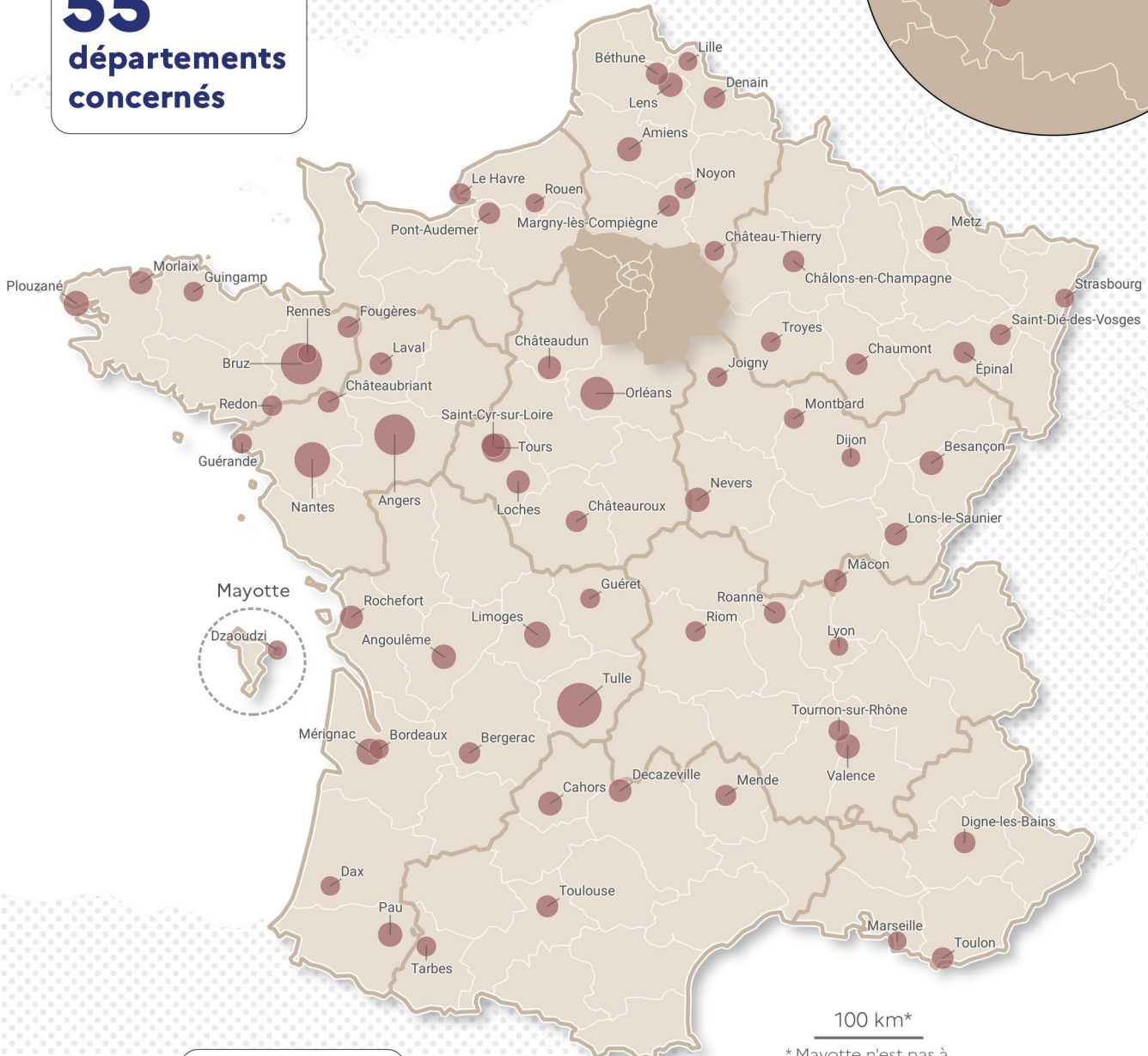
GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Relocalisations des services ministériels

Effectives ou réalisées d'ici fin 2022

55
départements
concernés



3907 emplois délocalisés en 2022

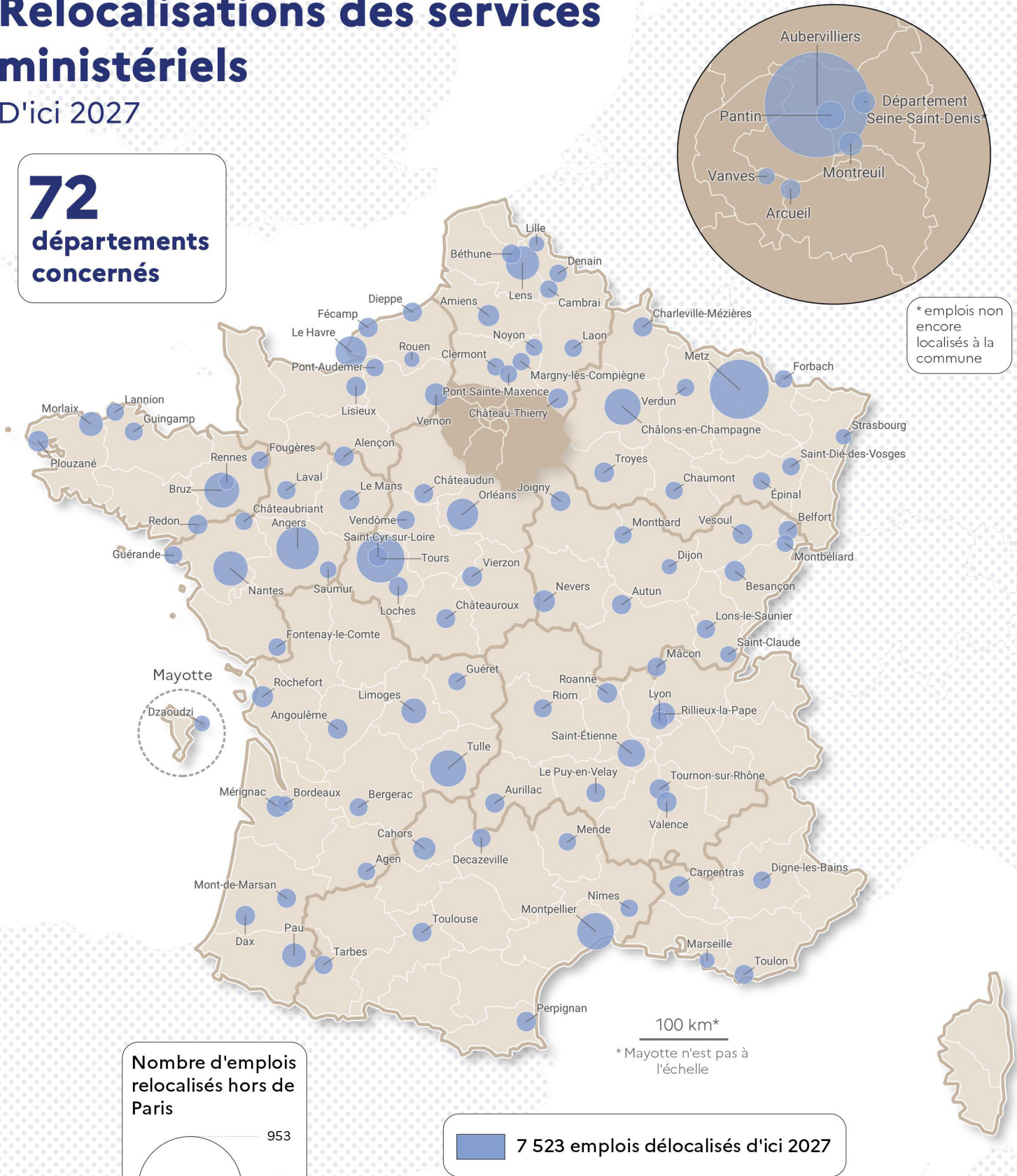
100 km*
* Mayotte n'est pas à l'échelle



Relocalisations des services ministériels

D'ici 2027

72
départements
concernés



La direction générale des finances publiques (DGFiP) contribuera ainsi à hauteur de 2 500 emplois délocalisés.

La DGFiP a engagé une démarche visant à opérer un rééquilibrage géographique de la présence des services des finances publiques sur le territoire en relocalisant des emplois des métropoles vers des communes de taille moyenne ou plus petite, dans les territoires périphériques.

La DGFiP a lancé une démarche permettant de :

- déterminer les métiers susceptibles d'être concernés en assurant l'implantation pérenne des services, l'efficacité et la modernisation de l'exercice des missions, dans le respect des engagements pris auprès des agents
- sélectionner les communes dans lesquelles seront relocalisés ces services.

Un appel à candidature a été lancé le 17 octobre 2019 et largement diffusé auprès des collectivités : 408 collectivités présentes dans 84 départements ont présenté un dossier de candidature, ce qui témoigne de l'intérêt pour cette démarche pour les élus locaux comme les parlementaires qui ont très largement soutenu les projets.

L'examen des dossiers a été confié à un comité interministériel composé de personnalités externes au ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance (préfets, Agence nationale de la cohésion des territoires), de représentants de l'administration (DGFiP, DGAFP, CGEFI), auquel ont été associées les organisations syndicales de la DGFiP.

Ce comité s'est réuni à deux reprises sous la présidence des ministres des Finances et des Comptes publics pour sélectionner 66 communes destinées à accueillir les services des finances publiques : une première liste de 50 communes a été retenue le 29 janvier 2020 et une seconde liste de 16 communes complémentaires le 16 décembre 2020.

Ces communes ont été retenues à partir d'un classement fondé sur des critères objectifs : situation sociale et économique du territoire, en cohérence avec les politiques publiques de revitalisation des territoires et cœur de villes, attractivité, qualité des solutions immobilières proposées et conditions d'accueil des agents. Les DDFiP et les préfets des départements concernés ont également été associés à l'instruction des candidatures.

L'objectif de relocalisation de 2 542 emplois des finances publiques sera atteint de manière progressive en quelques années, les nouveaux services seront constitués en suivant le rythme des départs "naturels" des agents (départs à la retraite, mutation ou promotion) dans les services concernés des métropoles et sur la base du volontariat.

La relocalisation dans les communes d'accueil est échelonnée de 2021 à 2026 :

- en 2021 : 491 agents
- en 2022 : 670 agents, soit près de 46 % en deux ans
- en 2023 : 618 agents
- en 2024 : 438 agents
- en 2025 : 75 agents
- en 2026 : 250 agents

La relocalisation de services de la DGFiP s'appuiera sur le développement de nouvelles formes d'organisations reposant sur le travail à distance et la mutualisation, garantes de l'efficacité et de la pertinence de l'exercice des missions, et concernera plusieurs types de métiers et de services d'arrière-guichet ou d'appui.



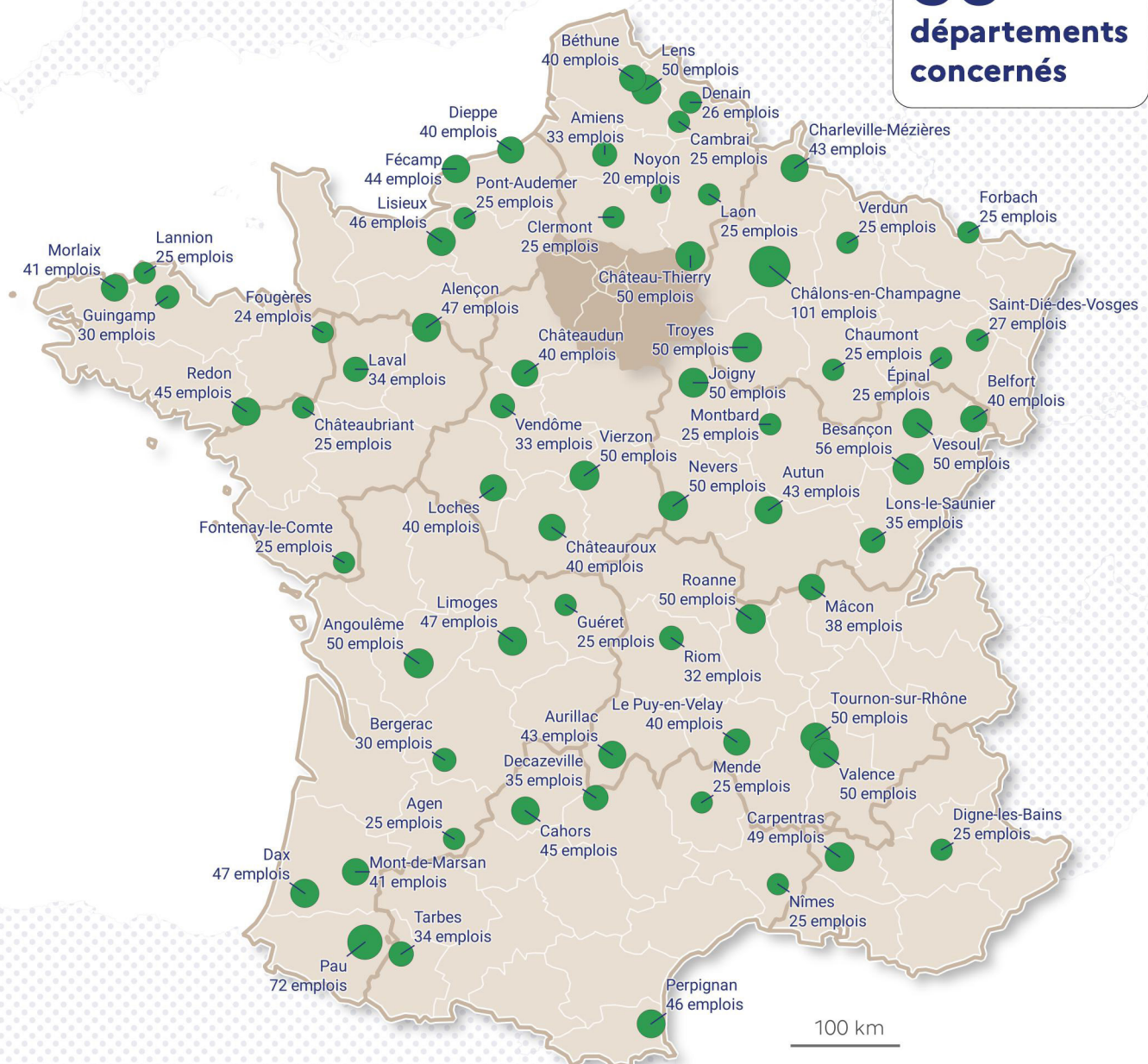
GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Relocalisation des services de la direction générale des finances publiques

Sur la période 2021 - 2024

56
départements
concernés



Nombre d'emplois relocalisés hors de Paris

- 101
- 50
- 20

2542 emplois relocalisés de la direction générale des finances publiques du ministère chargé des comptes publics en France métropolitaine



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Vague 2 des relocalisations de certains services de l'administration centrale du ministère de l'Intérieur hors d'Île-de-France au bénéfice des territoires ruraux et des villes moyennes

Le ministère de l'Intérieur a décidé d'amplifier la démarche de relocalisation initiée au 4^e CITP en repositionnant d'ici 2024 1500 agents hors de l'Île-de-France et des grandes capitales régionales.

Cette ambition poursuit plusieurs objectifs :

- améliorer la qualité de vie au travail des agents en répondant aux aspirations d'une implantation hors Île-de-France et grandes métropoles
- renforcer l'ancrage territorial du ministère de l'Intérieur et la présence des services publics au plus près des usagers
- faire jouer les synergies avec le réseau territorial du ministère (préfectures, sous-préfectures, services de police et unités de gendarmerie) et réduire l'empreinte immobilière du ministère en Île-de-France et les grandes métropoles régionales.

Démarche pluriannuelle, la relocalisation de 1 500 emplois (soit 10 % des postes du ministère affectés dans les implantations franciliennes centrales du ministère de l'Intérieur) est coordonnée par une direction de programme dédiée mise en place en septembre 2021 au sein du ministère. Elle associe l'ensemble des directions du ministère ainsi que certains opérateurs, et a été présentée aux instances de dialogue social au second semestre 2021. Un appel à candidature lancé auprès des collectivités territoriales a permis, début novembre 2021, à 236 communes de faire remonter 500 propositions de sites d'implantation pour accueillir les nouveaux services relocalisés.

Une première vague de communes bénéficiaires d'un service du ministère de l'Intérieur a été annoncée le 16 mars 2022 après une phase d'analyse et de discussion avec les directions concernées, les préfectures, les partenaires sociaux et les communes.

Les relocalisations s'échelonneront jusqu'en 2024.



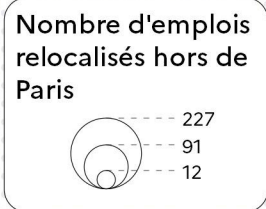
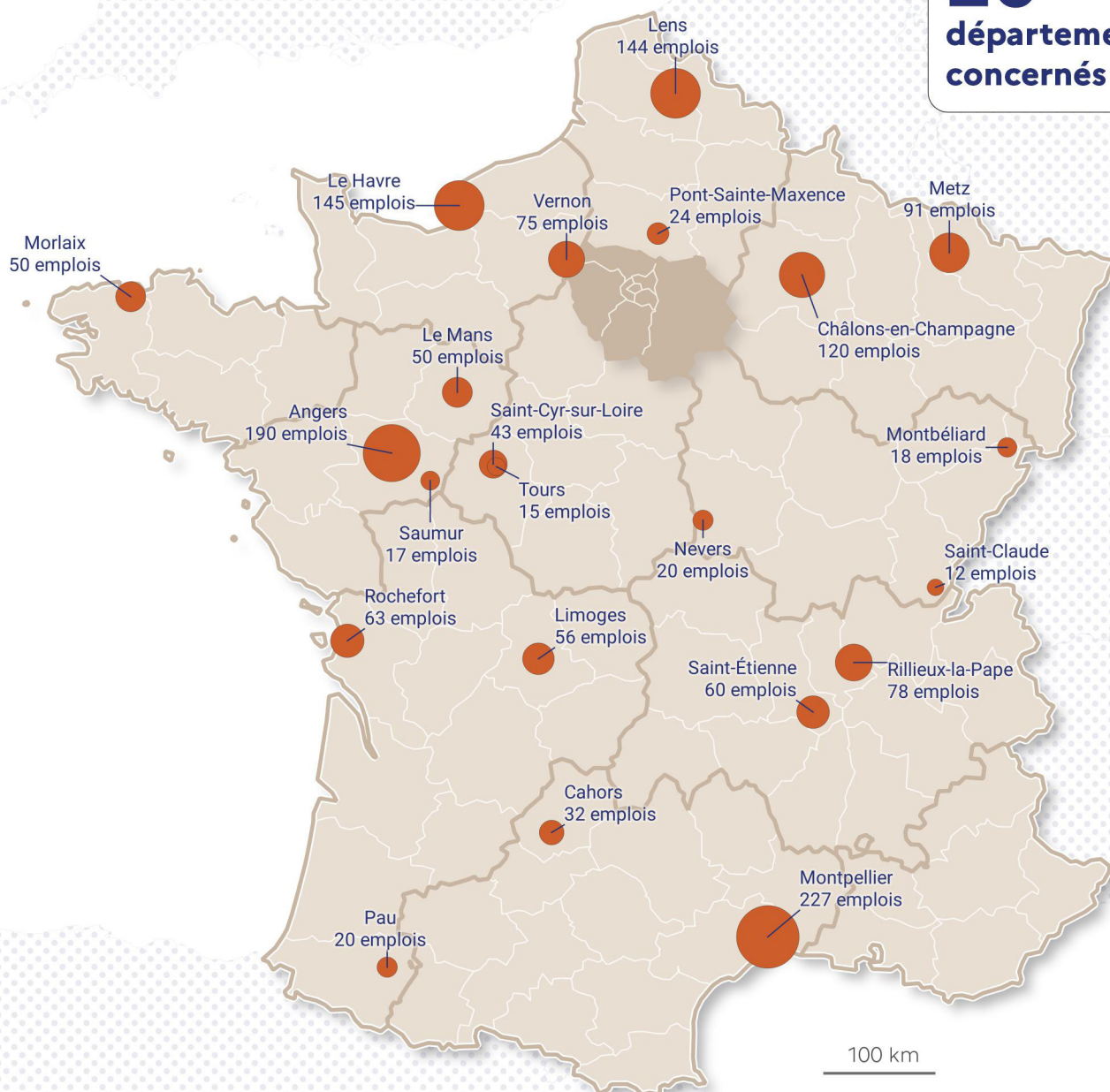
GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Relocalisations de services du ministère de l'Intérieur

Sur la période 2020 -2025

20
départements
concernés



1 550 emplois relocalisés du ministère de l'Intérieur en France métropolitaine